

## Après 20 ans de crise du logement : Les familles attendent des réponses à la hauteur des enjeux !

- **Pourquoi une réunion publique ?**

La CSF 67, a invité le 19 juin, les candidats aux législatives (hors extrême droite) des 4 circonscriptions de l'Eurométropole de Strasbourg, à débattre en public de leurs solutions face à la crise du logement.

Pluri décennale, à la conjonction de toutes les souffrances sociales, il était de notre devoir, avec la CNL et la CLCV, de recentrer les débats de la campagne sur ce sujet essentiel pour les familles.

Aujourd'hui le pouvoir d'achat apparait comme la principale préoccupation des ménages, car fortement impacté par le poids du logement, devenu le 1<sup>er</sup> poste du budget familiale (inflation du prix de l'énergie et des loyers).

- **Un changement de politique au cœur de nos revendications !**

Avec nos constats, nos analyses, nous avons revendiqué l'application d'une politique prioritaire mobilisant de vrais moyens à la hauteur des enjeux. Car seule la concrétisation de politiques fortes coordonnant tous les acteurs, politiques, économiques et sociaux permettront d'atteindre durablement la résolution de cette crise !

- **Peut mieux faire....Des réponses un peu courtes des candidats !**

Nous attendions des réponses structurées en termes d'objectifs et de moyens, mais les candidats sont restés évasifs et en de ça de nos attentes.

De l'augmentation de la production de logements sociaux à la consolidation des objectifs de la loi SRU, l'accession à la propriété et l'exonération des frais de notaire, les solutions avancées nous ont renvoyé aux traditionnels clivages entre « gauche » et « droite ».

**Mais point positif : nous avons pu collectivement exprimer nos revendications et espérons-le, être entendu sur l'urgence à résoudre durablement cette crise !**

**Néanmoins, nous notons que parmi les formations politiques invitées le mercredi 19 juin, les propositions se rapprochant le plus des préconisations de la CSF 67 sont celles émises par les candidats du Nouveau Front Populaire.**

## Compte rendu des débats



### **Coût du logement et des charges locatives**

Depuis deux ans, l'augmentation du prix des énergies a fait décupler le poids du logement dans le budget des familles.

Tous les candidats présents ont relevé la nécessité de réhabiliter massivement le parc social

# Réunion publique du 19 juin 2024

Campagne des législatives 2024

**comme le parc privé.** Cependant, si des objectifs ambitieux sont déjà annoncés par les bailleurs sociaux, les besoins d'ordre financier et réglementaire ne sont pas satisfaits pour les atteindre.

**Seule Sandra Regol (EELV-NFP) a répondu favorablement à notre demande de suppression de la « Réduction du Loyer de solidarité »** qui limite les budgets des bailleurs sociaux. Par ailleurs, les candidats du NFP annoncent prévoir une augmentation des aides au logement pour les locataires de 10%.

**Sur les modes de productions et d'acheminement de l'énergie, nous manquons de réponses précises des candidats. Mais Rebecca Breitmann (MoDem) et Etienne Loos (Renaissance) ont réaffirmé leur confiance accordée au nucléaire pour garantir un prix de l'énergie accessible.**

**Sandra Regol et Emmanuel Fernandes (LFI-NFP) ont développé sur la production des énergies renouvelables et du mix énergétique** pour garantir un accès durable à l'énergie en conformité aux enjeux climatiques.

**Par contre, malgré nos relances, les candidats n'ont pas rebondi sur l'intérêt et le soutien au développement des réseaux de chaleur urbains pour affronter le coût élevé de l'énergie.**

2



## Pénurie de logements abordables

**30 000 ménages sont recensés sur l'EMS en attente d'un logement HLM.** Si une bonne part concerne une mutation dans le « parc », l'effectif des « primo demandeurs » a considérablement augmenté. Le prix du m<sup>2</sup> locatif du patrimoine privé étant inaccessible aux profils des familles, celles-ci se tournent massivement vers l'habitat à loyer modéré.

**Emmanuel Fernandes annonce vouloir consolider les objectifs de la loi Solidarité et renouvellement urbain** pour pousser les communes à produire des logements à loyer abordables.

Concernant l'accessibilité des logements du parc privé, **Irène Weiss (Les Républicains)** souhaite favoriser l'accession à la propriété dans un « parcours résidentiels » annoncé comme sécurisé. **Etienne Loos** l'a rejointe en évoquant des exonérations de frais de notaires pour les jeunes ménages.

**La nécessité de produire plus de logement à loyer modéré, a été soutenue par chacun des candidats.** Mais avec des objectifs chiffrés différents et aucun n'a développé sur les aides à la pierre de l'Etat.

**Si Emmanuel Fernandes a affirmé vouloir limiter la spéculation des loyers à la hausse** dans le parc privé, nous attendions des propositions permettant d'encadrer la mise en location des logements. Notamment par le permis de louer, notre revendication historique, prévue dans la loi Duflot.



## La lutte contre l'habitat indigne

**Selon la Fondation Abbé Pierre, 1 Millions de personnes en France sont concernés par l'habitat indigne.** Il s'agit bien souvent de ménages isolés faces à des marchands de sommeil.

**Etienne Loos rappelant les subventions de « MaPrimeRenov » attribuées aux propriétaires du parc privé** les incitant à la rénovation énergétique, oublie qu'en 2024, le financement du

# Réunion publique du 19 juin 2024

Campagne des législatives 2024

dispositif est en baisse de 1 Milliard d'euro !

**Etienne Loos a promis qu'il prendrait en compte** cette demande en cas d'élection.

**Emmanuel Fernandes a, quant à lui, informé l'assistance** que le permis de louer était dans son programme depuis les dernières élections présidentielles.

**Nous avons rappelé l'urgence d'appliquer le « permis de louer » prévu par la loi ALUR. Aucun des candidats ne s'est exprimé contre cette proposition.**

**A la clôture des débats entre candidats la parole a été donnée à la salle !**

3

**Nous vous livrons quelques extraits des interventions de l'assistance :**

- **Abdelaziz CHOUKRI élu des locataires CSF à OPHEA** a rappelé l'urgence d'appliquer des mesures politiques fortes pour soulager les familles confrontées à de multiples contraintes qui creusent les inégalités sociales et dégradent le « vivre ensemble ». Il a dénoncé le fossé entre les familles et les élites politiques par manque d'empathie et le désintérêt de ces derniers !
- **Madame Lucette TISSERAND, élue à la ville de Strasbourg a annoncé l'adoption prochaine au Conseil Municipal** de la décision d'engager la Commune de Strasbourg dans une démarche d'éradication du logement indigne et non décent. Et ce en conformité avec la loi Alur.
- **Une personne locataire** a affirmé que le parcours résidentiel dont la finalité serait l'accès à la propriété est un leurre car celle-ci est devenue inaccessible à de nombreux ménages. L'accès au logement HLM étant un droit auquel plus de 65% des ménages peuvent prétendre, il est nécessaire d'investir les moyens pour l'atteindre. Elle a également dénoncé les collectivités préférant transgresser la loi SRU et payer des amendes plutôt que de construire du logement social.
- **Une personne dans le public, se présentant comme interne en psychiatrie a rappelé la nécessité de considérer** la santé mentale comme facteur aggravant dans le contexte de la précarité face au logement et l'habitat indigne. Il a souhaité que soit renforcé l'accompagnement des personnes fragiles par des dispositifs spécialisés.

## **En conclusion de cette réunion publique,**

**.....nous avons remercié les candidats de s'être prêtés à l'exercice, mais... invités également à approfondir leurs réflexions tant l'enjeu est important et leurs réponses apportées insuffisantes pour agir durablement à résoudre la crise du logement.**

**La CSF, qui alerte depuis plusieurs décennies les institutions, se trouve le plus souvent à en échanger avec la gouvernance des bailleurs sociaux, alors que les réponses que nous souhaitons relèvent de décisions économiques et politiques fortes prises par le législateur et le gouvernement !**

**Notre espoir va à l'émergence d'une majorité résolue d'imprimer une politique répondant enfin aux attentes des corps intermédiaires et des demandes des familles !**

# Réunion publique du 19 juin 2024

Campagne des législatives 2024

## Nos principales revendications face à la crise du logement :

- Favoriser la production de logements à loyer modéré.
- Suppression du dispositif RLS et augmentation des aides au logements.
- Encadrement des loyers dans les zones tendues.
- Renforcer les financements aux partenaires de la lutte contre l'habitat indigne.
- Application du permis de louer par les collectivités.
- Abrogation de la 1<sup>ère</sup> loi Kasbarian « anti-squat ».
- Consolider les objectifs de la loi SRU.